

Informations de base	
2026/0196(BUD) BUD - Procédure budgétaire Budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2027 – toutes sections Subject 8.70.47 Budget 2027	Convocation du comité de conciliation budgétaire

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	<div>BUDE</div> Comité de conciliation budgétaire	HADJIPANTELA Michalis (EPP) UŠAKOVS Nils (S&D)	26/11/2025 26/11/2025
		Rapporteur(e) fictif/fictive BENJUMEA BENJUMEA Isabel (EPP) GÓMEZ LÓPEZ Sandra (S&D) ZIJLSTRA Auke (PfE) SANCHEZ Julien (PfE) BOCHEŃSKI Tobiasz (ECR) KELLER Fabienne (Renew) MARINO Ignazio Roberto (Greens/EFA) TEGETHOFF Kai (Greens /EFA) OLIVEIRA João (The Left) JUNGBLUTH Alexander (ESN)	
	Commission au fond précédente	Rapporteur(e) précédent(e)	Date de nomination
	<div>BUDG</div> Budgets	HADJIPANTELA Michalis (EPP) UŠAKOVS Nils (S&D)	11/12/2025 11/12/2025

Commission pour avis précédente		Rapporteur(e) pour avis précédent(e)	Date de nomination
AFET	Affaires étrangères	NEMEC Matjaž (S&D)	19/12/2025
SEDE	Sécurité et défense	STAČIS Mārtiņš (Greens /EFA)	03/06/2026
DEVE	Développement	GOERENS Charles (Renew)	15/07/2026
INTA	Commerce international	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
CONT	Contrôle budgétaire	FREUND Daniel (Greens /EFA)	22/06/2026
ECON	Affaires économiques et monétaires	AFTIAS Georgios (EPP)	04/03/2026
EMPL	Emploi et affaires sociales	TOMC Romana (EPP)	08/05/2026
ENVI	Environnement, climat et sécurité alimentaire	MARAN Pierfrancesco (S&D)	16/06/2026
SANT	Santé publique	HADJIPANTELA Michalis (EPP)	25/02/2026
ITRE	Industrie, recherche et énergie	HEINÄLUOMA Eero (S&D)	17/12/2025
IMCO	Marché intérieur et protection des consommateurs	MÜLLER Piotr (ECR)	15/04/2026
TRAN	Transports et tourisme	SERRANO SIERRA Rosa (S&D)	21/05/2026
REGI	Développement régional	BOSSDORF Irmhild (ESN)	10/07/2026
AGRI	Agriculture et développement rural	BEKE Wouter (EPP)	01/01/2026
PECH	Pêche	LUPO Giuseppe (S&D)	27/01/2026
CULT	Culture et éducation	SOUSA SILVA Hélder (EPP)	12/12/2024

	<div>JURI</div> Affaires juridiques	KYUCHYUK Ilhan (Renew)	03/06/2026
	<div>LIBE</div> Libertés civiles, justice et affaires intérieures	BŽOCH Jaroslav (PFE)	10/04/2026
	<div>AFCO</div> Affaires constitutionnelles	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	<div>FEMM</div> Droits de la femme et égalité des genres	GARCÍA HERMIDA-VAN DER WALLE Raquel (Renew)	10/06/2026
	<div>PETI</div> Pétitions	RZOŃCA Bogdan (ECR)	28/01/2026
Conseil de l'Union européenne			
Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire	
	Budget	SERAFIN Piotr	

Événements clés

Date	Événement	Référence	Résumé
09/07/2026	Publication du projet de budget de la Commission	COM(2026)0300 	Résumé
11/09/2026	Publication de la position du Conseil sur le projet de budget	11547/2026	
14/09/2026	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
12/10/2026	Vote en commission		
12/10/2026	Dépôt du rapport budgétaire	A10-0272/2026	
20/10/2026	Débat en plénière		
21/10/2026	Décision du Parlement	T10-0352/2026	Résumé
21/10/2026	Résultat du vote au parlement		
22/10/2026	Début de la conciliation budgétaire (Parlement et Conseil)		

Prévisions

23/11/2026	Date indicative de la séance plénière
------------	---------------------------------------

Informations techniques

Référence de la procédure	2026/0196(BUD)
Type de procédure	BUD - Procédure budgétaire
Sous-type de procédure	Budget
État de la procédure	Convocation du comité de conciliation budgétaire
Dossier de la commission	BUDE/10/07003 BUDG/10/06286

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Avis de la commission	ECON	PE787.645	16/07/2026	
Avis de la commission	IMCO	PE789.890	16/07/2026	
Avis spécifique	CONT	PE790.056	23/07/2026	
Avis spécifique	TRAN	PE790.163	03/08/2026	
Avis de la commission	SANT	PE789.116	01/09/2026	
Avis de la commission	PECH	PE789.971	02/09/2026	
Avis de la commission	ENVI	PE789.974	02/09/2026	
Avis de la commission	AGRI	PE788.971	03/09/2026	
Avis de la commission	EMPL	PE789.873	03/09/2026	
Avis spécifique	SEDE	PE791.003	03/09/2026	
Avis de la commission	FEMM	PE789.930	07/09/2026	
Avis de la commission	AFET	PE790.817	10/09/2026	
Avis spécifique	ITRE	PE792.064	10/09/2026	
Avis de la commission	DEVE	PE790.182	16/09/2026	
Projet de rapport de la commission		PE792.176	22/09/2026	
Avis de la commission	CULT	PE791.038	29/09/2026	
Amendements déposés en commission		PE796.264	30/09/2026	
Rapport budgétaire déposé, 1ère lecture		A10-0272/2026	12/10/2026	
Texte budgétaire adopté du Parlement		T10-0352/2026	21/10/2026	Résumé
Conseil de l'Union				
Type de document	Référence		Date	Résumé
Position du Conseil sur le projet de budget	11547/2026		11/09/2026	
Commission Européenne				

Type de document	Référence	Date	Résumé
Projet de budget de la Commission	COM(2026)0300 	09/07/2026	Résumé
Document annexé à la procédure	COM(2026)0960 	09/10/2026	

Informations complémentaires		
Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

Réunions avec des représentant(e)s d'intérêts, publiées conformément au règlement intérieur

Autres membres

Transparence		
Nom	Date	Représentant(e)s d'intérêts
YAR Lucia	27/10/2026	EPPO
YAR Lucia	02/09/2026	Eurojust
KELLER Fabienne	09/07/2026	Service européen de l'action extérieure (SEAE)

Budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2027 – toutes sections

2026/0196(BUD) - 21/10/2026 - Texte budgétaire adopté du Parlement

Le Parlement européen a adopté par 400 voix pour, 189 voix contre et 84 abstentions, une résolution concernant la position du Conseil sur le projet de budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2027.

Le Parlement **désapprouve l'approche retenue par le Conseil** consistant à opter pour ce qu'il appelle de manière trompeuse une budgétisation prudente, créant des marges artificielles sous les plafonds du CFP en réduisant le financement des programmes, y compris les programmes performants ou prioritaires et ceux qui font l'objet d'une demande excédant leurs capacités. Il **rétablit par conséquent les crédits supprimés** afin de préserver le financement des programmes, la flexibilité et la capacité de réaction du budget, conformément à l'accord interinstitutionnel de 2020, et demande à la Commission des informations fiables sur les coûts de financement de NextGenerationEU et les décaissements attendus.

Le Parlement :

- **rétablit le montant de 180 millions d'euros** pour l'article 06 04 01 Instrument de l'Union européenne pour la relance (EURI) - Versement du coupon périodique et remboursement à terme -, et propose de financer 65% des dépassements de coûts de l'Instrument EURI, soit 3,32 milliards d'euros, par son compartiment de dégagement;

- demande que les coûts de gestion des liquidités, actuellement estimés à **350 millions d'euros** pour 2027, soient isolés dans une nouvelle ligne budgétaire distincte à des fins de transparence;

- préconise la mobilisation intégrale des **1,115 milliard d'euros** prévus pour le prêt de soutien à l'Ukraine, après évaluation des disponibilités budgétaires et dans le respect des obligations juridiques et des règles de bonne gestion financière;

- demande que les coûts de gestion des liquidités du prêt de soutien à l'Ukraine, actuellement estimés à **35 millions d'euros pour 2027**, soient isolés dans une nouvelle ligne budgétaire distincte à des fins de transparence;

- transfère **un million d'euros** de dépenses d'appui administratif vers un nouvel article budgétaire consacré au prêt de soutien à l'Ukraine, afin de placer les dépenses d'appui sous le même titre budgétaire que les dépenses opérationnelles correspondantes.

Rubrique 1 - Marché unique, innovation et numérique

Le Parlement rétablit les crédits supprimés par le Conseil pour un montant de 435.527.000 EUR et ajoute un montant de **376.657.801 EUR** aux crédits d'engagement par rapport au projet de budget et de **812.184.801 EUR** par rapport à la position du Conseil afin de renforcer les programmes suivants par rapport au projet de budget, comme suit:

- Horizon Europe, de 63.000.000 EUR;
- Mécanisme pour l'interconnexion en Europe, de 260.460.201 EUR;
- Programme pour une Europe numérique, de 14.813.000 EUR;
- Programme pour le marché unique, de 31.568.600 EUR;
- Programme spatial, de 3.000.000 EUR.

Sous-rubrique 2a - Cohésion économique, sociale et territoriale

Le Parlement ajoute un montant de **150.000 EUR** aux crédits d'engagement par rapport au projet de budget et de 150.000 EUR par rapport à la position du Conseil afin de renforcer le Fonds social européen plus.

Sous-rubrique 2b - Résilience et valeurs

Le Parlement rétablit les crédits supprimés par le Conseil pour un montant de 523.143.000 EUR et ajoute un montant de **275.100.000 EUR** aux crédits d'engagement par rapport au projet de budget et de **798.243.000 EUR** par rapport à la position du Conseil afin de renforcer les programmes suivants par rapport au projet de budget, comme suit:

- Soutien à la communauté chypriote turque, de 3.500. 000 EUR;
- Mécanisme de protection civile de l'Union, de 80.000.000 EUR;
- Programme «L'UE pour la santé», de 50.000.000 EUR;
- Fonds social européen plus, de 5.000.000 EUR;
- Erasmus+ de 96.000.000 EUR;
- Europe créative, de 5.000.000 EUR;
- Programme «Citoyens, égalité, droits et valeurs», de 15.000.000 EUR.

Le Parlement crée la nouvelle ligne budgétaire: « Instrument de l'Union européenne pour la relance (EURI) - Coûts supplémentaires de gestion des liquidités» avec des engagements s'élevant à 350.000.000 EUR.

Rubrique 3 - Ressources naturelles et environnement

Le Parlement rétablit les crédits supprimés par le Conseil pour un montant de 12.550.000 EUR et ajoute un montant de **170.000.000 EUR** aux crédits d'engagement par rapport au projet de budget et de **182.550.000 EUR** par rapport à la position du Conseil afin de renforcer les programmes suivants par rapport au projet de budget, comme suit:

- Fonds européen agricole de garantie, de 85.000.000 EUR;
- Programme pour l'environnement et l'action pour le climat (LIFE), de 85.000.000 EUR;

Rubrique 4 - Migration et gestion des frontières

Le Parlement rétablit les crédits supprimés par le Conseil pour un montant de 12.900.000 EUR et ajoute un montant de **60.000.000 EUR** aux crédits d'engagement par rapport au projet de budget et de **72.900.000 EUR** par rapport à la position du Conseil afin de renforcer les programmes suivants par rapport au projet de budget, comme suit:

- Fonds «Asile, migration et intégration», de 20.000.000 EUR;
- Instrument relatif à la gestion des frontières et aux visas (IGFV), de 40.000.000 EUR.

Rubrique 5 – Sécurité et défense

Le Parlement rétablit les crédits supprimés par le Conseil pour un montant de 11.522.000 EUR et ajoute un montant de **54.800 000 EUR** aux crédits d'engagement par rapport au projet de budget et de **66.322.000 EUR** par rapport à la position du Conseil afin de renforcer les programmes suivants par rapport au projet de budget, comme suit:

- Fonds pour la sécurité intérieure (FSI), de 10.000.000 EUR;
- Fonds européen de la défense (FED), de 5.000.000 EUR;

- Mobilité militaire, de 20.000.000 EUR;
- Programme pour l'industrie européenne de la défense, de 6.800.000 EUR;
- Agences relevant de la rubrique 5, de 13.000.000 EUR.

Rubrique 6 - Voisinage et le monde et instrument de prêt de soutien à l'Ukraine

Le Parlement ajoute un montant de **139.000.000 EUR** aux crédits d'engagement par rapport au projet de budget et de **137.990.000 EUR** par rapport à la position du Conseil afin de renforcer les programmes suivants par rapport au projet de budget, comme suit:

- IVCDCl - Europe dans le monde, de 99.000.000 EUR;
- Aide humanitaire, de 40.000.000 EUR.

Le Parlement crée les nouvelles lignes budgétaires suivantes:

- Prêt de soutien à l'Ukraine - Coûts supplémentaires de gestion des liquidités avec des engagements s'élevant à 35.000.000 EUR;
- Dépenses d'appui pour les activités d'emprunt de gestion de la dette du prêt de soutien à l'Ukraine avec des engagements s'élevant à 1.000.000 EUR.

Rubrique 7 - Administration publique européenne

Le Parlement rétablit les crédits supprimés par le Conseil pour un montant de 8.549.500 EUR et ajoute un montant de **512.000 EUR** aux crédits d'engagement par rapport au projet de budget et de **9.061.500 EUR** par rapport à la position du Conseil afin notamment de renforcer l'Office européen de lutte antifraude (OLAF).

Parlement européen

Les députés rappellent les priorités du Parlement pour l'exercice à venir, à savoir continuer de renforcer l'appui administratif pour pouvoir exercer ses fonctions essentielles de colégislateur, d'autorité budgétaire et d'autorité de décharge et pour mener à bien la transition numérique, notamment à l'aide d'investissements dans la cybersécurité et l'intelligence artificielle, les infrastructures ainsi que le Parlement vert.

Le Parlement relève que le Conseil a maintenu le niveau global du budget de la section I, fixé à **2.656.435.753 EUR** pour 2027, conformément à l'état prévisionnel des recettes et des dépenses du Parlement pour l'exercice 2027.

Sur un plan général, le Parlement se dit profondément préoccupé par la situation de la rubrique 7 du CFP actuel. Il condamne l'approche horizontale de la Commission consistant à réduire les états prévisionnels des institutions afin de respecter le principe de stabilité des effectifs et de limiter à 2% l'augmentation des dépenses non liées aux salaires, indépendamment des nouvelles tâches assignées aux institutions par la Commission et les colégislateurs. Il souligne les conséquences délétères de cette approche sur le travail des institutions.

Budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2027 – toutes sections

2026/0196(BUD) - 09/07/2026 - Projet de budget de la Commission

OBJECTIF : présentation par la Commission du projet de budget annuel de l'Union pour l'exercice 2027.

CONTEXTE : le projet de budget 2027 couvre la dernière année de la période couverte par le cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027, qui a été marquée par une série de crises et de défis sans précédent, en particulier la guerre d'agression menée actuellement par la Russie contre l'Ukraine, ainsi que les tensions persistantes sur la scène mondiale - notamment une nouvelle crise au Moyen-Orient – qui risquent d'avoir à nouveau une incidence considérable sur toute une série de secteurs en raison de la hausse des prix de l'énergie.

Une révision à mi-parcours a permis de répondre de manière adéquate aux besoins supplémentaires de l'Ukraine, à la migration et à ses causes profondes, et aussi de réagir aux crises au Moyen-Orient, de renforcer la capacité à réagir aux catastrophes naturelles et de soutenir la stimulation des investissements dans les technologies critiques et la défense.

Les défis auxquels l'UE est confrontée demeurent considérables. Dans ce contexte, le projet de budget 2027 **continuera à mettre à disposition le financement nécessaire pour les priorités convenues de l'Union**, notamment le financement des coûts du service de la dette liée au nouveau prêt de soutien à l'Ukraine, mais les disponibilités limitées qui subsistent ne laissent pratiquement aucune marge pour d'autres événements imprévus ou de nouvelles initiatives.

PROJET DE BUDGET 2027

Le total des **crédits d'engagement** dans le projet de budget 2027 (instruments spéciaux compris) est fixé à **199.905,1 millions d'EUR**, ce qui correspond à 0,99% du RNB. Au total, les crédits d'engagement augmentent de 3,46% par rapport aux crédits d'engagement inscrits dans le budget 2026. La marge totale qui en résulte sous le plafond des engagements du CFP pour 2027 s'élève à 476,9 millions d'EUR.

Il est proposé d'utiliser les **instruments spéciaux** à trois fins:

- **rubrique 7 (administration publique européenne)**: l'utilisation du dispositif de marge unique conformément au règlement CFP, pour un montant de 700,3 millions d'EUR demeure nécessaire pour satisfaire aux obligations juridiques découlant de la rubrique;

- **NextGenerationEU**: afin de couvrir les besoins supplémentaires liés aux coûts du financement de NextGenerationEU qui dépassent la programmation financière dans la sous-rubrique 2 b (résilience et valeurs), au-delà de l'utilisation de la marge renforcée de la sous-rubrique d'un montant de 519,9 millions d'EUR, la Commission propose de mobiliser l'instrument de flexibilité pour un montant de 1.940,0 millions d'EUR et de réutiliser des dégagements en recourant à l'instrument EURI pour un montant de 2.459,8 millions d'EUR;

- **prêt de soutien à l'Ukraine**: afin de couvrir les coûts du service de la dette du prêt de soutien à l'Ukraine, qui est financé dans le cadre d'une coopération renforcée, il est prévu d'utiliser le montant restant du dispositif de marge unique (335,1 millions d'EUR), le montant restant de l'instrument de flexibilité (50,2 millions d'EUR), ainsi que le dispositif de marge unique en dernier recours, pour un montant de 764,7 millions d'EUR, ce qui correspond à des économies réalisées pour le provisionnement du Fonds européen pour le développement durable Plus (FEDD+) en 2027. Par conséquent, il n'est pas nécessaire de mobiliser l'instrument de prêt de soutien à l'Ukraine.

Les **crédits de paiement** s'établissent à **211.974,7 millions d'EUR**, ce qui correspond à 1,05% du RNB. Cela représente une hausse de 7,01% par rapport aux crédits de paiement inscrits dans le budget 2026. La marge qui subsiste sous le plafond des paiements du CFP pour 2027 se chiffre à 500,8 millions d'EUR.

CRÉDITS PAR RUBRIQUES DU CFP 2021-2027

Le budget annuel 2027 sera notamment alloué aux domaines suivants:

Rubrique 1 - Marché unique, innovation et numérique : 21 901,5 millions d'euros

- 13,8 milliards d'EUR en faveur de la **recherche et de l'innovation**, dont, principalement, 12,8 milliards d'EUR pour Horizon Europe, le programme phare de l'Union en matière de recherche. Le projet de budget continue aussi d'inclure le financement du règlement européen sur les semi-conducteurs dans le cadre d'Horizon Europe et par voie de redéploiement à partir d'autres programmes;

- 4,7 milliards d'EUR en faveur des **investissements stratégiques européens**, dont, par exemple, 3,1 milliards d'EUR pour le mécanisme pour l'interconnexion en Europe afin d'améliorer les infrastructures transfrontières, 1,1 milliard d'EUR alloué au programme pour une Europe numérique et 278 millions d'EUR pour InvestEU;

- 1 milliard d'EUR pour garantir le fonctionnement du **marché unique**, dont 622 millions d'EUR pour le programme en faveur du marché unique et 212 millions d'EUR pour renforcer la lutte contre la fraude et soutenir la fiscalité et la douane;

- 2,3 milliards d'EUR pour **l'espace**, principalement à destination du programme spatial européen, qui regroupera l'action de l'Union dans ce domaine stratégique.

Rubrique 2 - Cohésion, résilience et valeurs : 75 761,2 millions d'euros

- 44 milliards d'EUR pour le **développement régional et la cohésion** afin de financer la cohésion économique, sociale et territoriale, ainsi que les infrastructures soutenant la transition écologique et les projets prioritaires de l'Union;

- 14,5 milliards d'EUR pour investir dans le **capital humain** et renforcer la cohésion sociale par l'intermédiaire du Fonds social européen plus (FSE+);

- 17,3 milliards d'EUR pour la **résilience et les valeurs**, dont 4,5 milliards d'EUR pour Erasmus+ afin de créer des possibilités en matière d'éducation et de mobilité, 417 millions d'EUR pour soutenir les artistes et les créateurs dans toute l'Europe, et 315 millions d'EUR pour promouvoir la justice, les droits et les valeurs.

Rubrique 3 - Ressources naturelles et environnement : 57 235,5 millions d'euros

- 54 milliards d'EUR pour la **politique agricole commune** et 0,8 milliard d'EUR pour le Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, en faveur des agriculteurs et des pêcheurs européens, mais aussi pour renforcer la résilience du secteur agroalimentaire et du secteur de la pêche et mettre en place le champ d'action nécessaire à la gestion des crises;

- 2,3 milliards d'EUR en faveur de **l'environnement et de l'action pour le climat**, dont 846 millions d'EUR pour le programme LIFE afin de soutenir l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci, et 1,3 milliard d'EUR pour le Fonds pour une transition juste afin de veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte dans la transition écologique.

Rubrique 4 - Migration et gestion des frontières : 5 789,3 millions d'euros

- 3,4 milliards d'EUR en faveur de la **protection des frontières**, dont 2 milliards d'EUR octroyés au Fonds pour la gestion intégrée des frontières (FGIF) et 1,1 milliard d'EUR (contribution totale de l'UE) à l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex);

- 2,4 milliards d'EUR pour les dépenses relatives à la **migration**, dont 2,1 milliards d'EUR afin de soutenir les migrants et les demandeurs d'asile.

Rubrique 5 - Sécurité et défense : 3 066,4 millions d'euros

- 2,3 milliards d'EUR pour faire face aux enjeux en matière de défense, dont 1 milliard d'EUR pour soutenir le développement des capacités et la recherche au titre du **Fonds européen de la défense** (FED), 844 millions d'EUR pour le programme pour l'industrie européenne de la défense (EDIP), 115 millions d'EUR pour stimuler l'innovation en matière de défense dans le cadre du programme AGILE proposé et 256 millions d'EUR en faveur de la mobilité militaire.

Rubrique 6 - Voisinage et le monde : 15 467,7 millions d'euros

- 15,5 milliards d'EUR pour soutenir les partenaires et les intérêts de l'UE dans le monde. Cela inclut 10,1 milliards d'EUR dans le cadre de **l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale - L'Europe dans le monde**, 2,1 milliards d'EUR pour l'instrument d'aide de préadhésion (IAP III) et 0,5 milliard d'EUR destiné à la facilité pour la croissance en faveur des Balkans occidentaux ainsi que 2 milliards d'EUR pour l'aide humanitaire (HUMA).

Rubrique 7 - Administration publique européenne : 13 659,3 millions d'euros

Instruments spéciaux thématiques 5 874,1 millions d'euros

Un montant supplémentaire de 4 milliards d'EUR sera mis à disposition sous forme de subventions au titre de la facilité pour l'Ukraine et complété par une enveloppe de 2,2 milliards d'EUR sous forme de prêts.

En outre, 90 milliards d'EUR de prêts seront mis à la disposition de l'Ukraine au cours de la période 2026-2027 au moyen du nouvel instrument de prêt de soutien à l'Ukraine. Le projet de budget pour 2027 prévoit **1,15 milliard d'EUR** pour couvrir les coûts connexes du service de la dette.